FEDERATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

FASCISME

KEMPSTON
BEDS.
ANGLETERRE

DONNEES ET CHIFFRES SUR LES DICTATURES

PARAIT EN FRANÇAIS, ANGLAIS, ALLEMAND, NEERLANDAIS, SUEDOIS, ESPAGNOL ET ESPERANTO

PRIERE DE REPRODUIRE EN MENTIONNANT LA SOURCE (I.T.F.)

No.17
8ème année.

le 7 septembre 1940.

Profits de guerre inouïs en Allemagne.

Suppression de l'impôt sur les bénéfices de guerre

"Crime contre la communauté" (I.T.F.)"En considération des énormes sacrifices de vies et de biens que chaque guerre impose au peuple, l'enrichissement individuel grâce à la guerre doit être considéré comme un crime contre la communauté. Nous exigeons par conséquent la confiscation totale de tous les bénéfices de guerre." Cette phrase fait bien penser à du socialisme nazi et elle n'est d'ailleurs pas autre chose. C'est là une des promesses qui ont permis aux Nazis de recruter des partisans et qu'ils ont violée ensuite. Elle figure au point 12 du programme du parti national-socialiste dont Hitler a promis la réalisation "si besoin est au péril de sa vie". Hitler vit toujours; il a déclenché une guerre qui exige du peuple allemand d'énormes sacrifices et les industriels entassent des bénéfices de guerre.

Certes, un grand nombre d'entreprises allemandes ont dû être fermées. Les ouvriers de ces entreprises sont transférés dans d'autres emplois où ils gagnent souvent considérablement moins qu'auparavant. Aucune compensation ne leur est accordée pour avoir dû abandonner leur domicile et peut-être aussi un lopin de terre. L'Etat toutefois s'est déclaré prêt à accorder aux entreprises frappées une subvention aux fins de maintenir le matériel en bon état. Le Commissaire aux prix consent aux entreprises qui continuent à travailler une augmentation spéciale des prix dont le produit est versé aux propriétaires d'entreprises fermées.

Bénéfices de guerre astronomiques. Les industriels dont les établissements continuent à fonctionner gagnent des sommes incroyables. Cette guerre pour le "socialisme" des Nazis est pour eux une excellente affaire. Il est vrai qu'ils ont été privés pour une large part de la liberté de disposer comme ils l'entendent de leurs entreprises, mais les énormes bénéfices de guerre qu'ils réalisent sont certes de nature à les consoler du chagrin de ce que ce sont à présent les organes officiels de l'économie de guerre et non plus les cartels qui leur prescrivent la nature et l'ampleur de leur production.

Il est difficile de savoir quelle est exactement l'importance de ces bénéfices, car le gouvernement de Hitler qui dégoutte de phraséologie socialiste, facilite aux industriels allemands de camoufler leurs profits. Depuis 1937, début de la dernière phase des préparatifs de guerre, il n'a plus été obligatoire pour les Sociétés Anonymes allemandes de faire figurer tous les bénéfices au bilan. Depuis le commencement de la guerre, ils peuvent "maquiller" leurs bilans qui ne sont plus contrôlés par des experts-comptables assermentés.

Ces méthodes de maquillage laissent pourtant transparaître l'accroissement extraordinaire des profits de guerre. Il ne faut évidemment pas se laisser tromper par les dividendes relativement bas distribués par les sociétés. Au grand mécontentement des petits actionnaires, on ne paye intentionnellement que de bas dividendes. Ceux-ci cependant ne représentent qu'une petite partie des bénéfices réels. La majeure partie des bénéfices nets est dissimulée en revenus non

distribués, en réserves et en amortissement de l'outillage et de l'installation. Les montants des amortissements révèlent déjà à eux seuls l'importance fantastique des bénéfices de guerre.

Le grand consortium chimique I.G.-Farben a évalué au 1er janvier 1937 la valeur de ses immeubles, machines etc. à 432 millions. Pendant les deux dernières années d'avant-guerre il a pu augmenter de 173 millions le capital investi et amortir 240 millions sur son outillage, ce qui porte les amortissements à plus d'un tiers du capital en actions.

Les grands consortiums miniers de la Ruhr, Klöckner, Hoesch et Haniel ont, de 1933 à 1939, pu étendre leurs installations industrielles pour une valeur de 192 millions de marks, mais amorti en même temps 216 millions. Ils ont donc non seulement payé entièrement des bénéfices courants les agrandissements, mais encore pu amortir une grande partie des sommes engagées dans les vieilles installations. Les entreprises d'armement plus modestes font de même. Les établissements Heinrich Lanz de Manheim, dont le capital en actions est de 7 millions de marks ont pu en 1937, étendre leurs installations de 4,2 millions tout en amortissant 4,3 millions sur l'outillage existant. Ils ne distribuèrent que 4% de dividendes. Les Nazis veulent faire accroire aux ouvriers de Mannheim que les bénéfices de l'industrie d'armement étaient à ce point modestes. Or, cet établissement a réalisé au moins 60% de bénéfices qu'il a investis pour la plus grande partie en valeurs mobilières et immobilières.

Ce sont là des exemples typiques de ce qui se passe au paradis des profiteurs de guerre, le Troisième Reich qui se dit "socialiste".

Certes, les industriels en Allemagne ont à débourser des impôts très élevés, mais les profits de l'industrie de guerre atteignent des sommes si fantastiques, qu'après déduction des impôts et des subventions aux propriétaires d'usines fermées, les industriels peuvent encore investir d'énormes montants en nouvelles acquisitions.

Les profits de guerre sont plus élevés encore que les bénéfices réalisés pendant les années d'armement intensif d'avant-guerre. La propagande nazie divulgue, il est vrai, une évaluation publiée par l'Office de Statistiques du Reich, suivant laquelle les bénéfices des Sociétés Anonymes auraient, en 1938 déjà, reculé en moyenne de 5,4%. Mais on sait que les publications de l'Office de statistique du Reich relèvent aujourd'hui du ministère de la Propagande. L'Office de statistique base ses calculs sur les bénéfices nets reconnus par les gros actionnaires. Pour juger de la situation de l'industrie allemande, "il ne faudra pas" --ainsi écrit le "Frankfurter Zeitung"-"considérer uniquement les montants des bénéfices reconnus par les entreprises. Etant donné la nouvelle loi sur les actions, ils sont devenus une grandeur dont la valeur d'information est très limitée."Les bénéfices annuels se composent des sommes qui sont ouvertement affectées aux réserves et caisses sociales, des tantièmes versés a ceux ayant des fonctions dirigeantes et des amortissements. La dernière année de paix, lorsque les bénéfices avaient soi-disant reculé de 5,4%, ils avaient, suivant une évaluation de ce grand journal économique allemand, en réalité monté de 13% dans un nombre de sociétés anonymes caractéristiques pour l'industrie.

En raison de la censure, la documentation sur le développement des bénéfices pendant la guerre, n'est guère digne de foi. Mais la constatation faite par le"Frankfurter Zeitung" qu'en 1939, les bénéfices des sociétés anonymes étaient, en dépit du recul de la production des industries de consommation et de 4 mois d'impôts de guerre, supérieurs de 12% aux chiffres de 1937, en dit long sur la manière dont Hitler "combat" les profiteurs de guerre.

Suppression de l'impôt de guerre. Les industriels allemands n'étaient cependant pas satisfaits de ces profits. Ils ont exigé que l'impôt sur les revenus supplémentaires, introduit au commencement de la guerre, soit supprimé et que la propagande nazie les défende contre l'accusation qu'ils tirent de l'or de la misère du peuple. Encore une fois, Hitler a baissé pavillon devant les industriels: l'impôt sur les bénéfices de guerre a été aboli et personne n'a plus le droit de parler de bénéfices de guerre.

Josef Wagner, le commissaire aux prix de Hitler assura récemment dans un congrès de l'Association des industriels: "Le terme bénéfices de guerre n'est pas à sa place en Allemagne....Des bénéfices de guerre excessifs sont impossibles".

Aux yeux des Nazis les formidables bénéfices faits par les industries de guerre ne sont pas plus que raisonnables! Wagner met en perspective des gains plus considérables encore: "La politique des prix se garde bien de paralyser l'esprit d'entreprise. Un bénéfice extraordinaire sera réservé à une production extraordinaire"("Deutsche Allgemeine Zeitung").

Au commencement des hostilités,les Nazis avaient décidé la perception d'un impôt modéré sur les profits de guerre. "Personne ne profitera de la guerre pour s'enrichir" avait dit Hitler. Les employeurs cependant ne se sont pas laissé donner le change. Ils ont fait des affaires et un an à peine après les énergiques paroles de Hitler, ils ont obtenu la suppression de cet impôt.

D'autre part, la pression sur les salaires des ouvriers allemands est augmentée. Les ouvriers polonais sont rémunérés entre 15 et 20% au-dessous des taux normaux. Les ouvriers tchèques, hollandais, belges, français, norvégiens, danois , tous sont traités de la même manière. Et en même temps les Nazis suppriment l'impôt sur les bénéfices de guerre et encouragent le trafic indigne des profiteurs de guerre. "Industriels, magnats de banque et de bourse, enrichissez-vous!" C'est là le vrai visage du national-socialisme.
(Pour les réd.: Loi sur les sociétés anonymes, 4 septembre 1939; "Deutscher Volkswirt" 23 juillet 1938; "Frankfurter Zeitung", 10 juillet 1940; Agence de presse allemande, 23 août 1940; "Deutsche Allgemeine Zeitung" 4 août 1940.)

Sous le régime de la croix gammée

La pénurie de vivres et de charbon fait que les habitants des territoires occupés par les troupes allemandes voient avec crainte l'approche de l'hiver.

Disette Au commencement de l'été, les autorités allemandes ont fait transporter en Allemagne des pommes de terre de Bohème et de Moravie.Le ministère de l'Alimentation annonce fièrement que partout en Allemagne des réserves de pommes de terre avaient été faites pour les semaines critiques avant la nouvelles récolte. Mais, au désespoir des ménages ouvriers il n'y avait dans les villes de Tchécovlovaquie guère de pommes de terre au milieu de l'été.

A Bruxelles le prix des pommes de terre a triplé depuis 1939. Elles y sont à présent à fr.: 1,75 le kilo.

Oslo manque d'oeufs et de viande. Pour empêcher que la disette de pain se fasse grave, les autorité norvégiennes font ajouter du foin moulu à la farine. Au Danemark le café, le thé, le cacao et le sucre ont été plus strictement rationnés. Le pain aussi dut être rationné et le prix en fut porté de 53 öre à 1 couronne 49. Le 1er septembre, le lait a augmenté de 50 à 87 öre.

Le manque de fourrage contraint les paysans à abattre leur bétail. Vu qu'il y a pénurie de métal pour la fabrication de boîtes de conserves et qu'il n'y a pas assez d'acheteurs pour la viande fraîche, les prix de la viande baissent. Afin de protéger les fermiers contre de trop grandes pertes, le ministère danois de l'Agriculture fait détruire des cochons alors qu'à Oslo il y a disette de viande.
C'est là "l'ordre européen" conçu par Hitler.

Travail forcé et déportation. Pendant les jours inquiets qui suivirent la mise au pas de la Centrale syndicale néerlandaise, le "Deutsche Zeitung für die Niederlande" qui paraît à l'intention des autorités d'occupation,interviewa de hauts fonctionnaires des autorités d'occupation sur leurs projets relatifs à un nouvel ordre social aux Pays-Bas. Les fonctionnaires nazis ne répondirent clairement qu'à une seule question: celle de savoir comment ils se représentaient l'avenir des travailleurs hollandais: "Des dizaines de milliers d'ouvriers hollandais devront aller travailler en Allemagne". Le nombre des ouvriers hollandais

transportés en Allemagne avait, fin août, atteint 34.500.

22.000 travailleurs belges, métallurgistes avant tout, ont pendant la troisième semaine d'août uniquement, été envoyés en Allemagne. Selon le "Frankfurter Zeitung" un million d'ouvriers sont encore sans travail en Belgique, une grande partie des autres sont en chômage partiel.

Immédiatement après l'entrée des Allemands en Belgique, les militaires allemands ont privé les ouvriers belges du droit de grève; cette interdiction ne fut guère prise au sérieux par les ouvriers. Trois mois plus tard, le 1er septembre, les autorités allemandes durent rappeler aux travailleurs que les mouvements de grève seront punis.

Le "Reichsarbeiter" écrit que dans le territoire occupé tchèque des colonnes spéciales ont recruté de la main-d'oeuvre pour le Reich. 120.000 Tchèques, ouvriers agricoles en partie, avaient, jusqu'au mois de mai 1940, été transférés en Allemagne. Vu toutefois que la production agricole de la Bohème et de la Moravie n'indiffère pas à l'Allemagne, les bureaux de placement ont reçu l'instruction d'envoyer aux travaux des champs tous les bénéficiaires d'un secours des pouvoirs publics ou d'une rente ainsi que les adolescents en chômage partiel. Pendant les combats à l'ouest, la déportation d'ouvriers tchèques fut accentuée; ils devaient remplacer les ouvriers allemands envoyés au front. On estime à Prague que jusqu'à la mi-juillet 250 à 300.000 Tchèques avaient été déportés dans le Reich.

Au Danemark, les chômeurs étaient fin juin, deux fois aussi nombreux que l'année dernière. Les ouvriers danois doivent par milliers aller travailler en Allemagne. Sur les 800 taxis de Copenhague, 200 seulement sont encore en circulation et on voit dans les rues de grands autobus...tirés par deux chevaux.

Dans les usines Citroen et Renault à Paris le travail a été repris en partie. Ils occupent un quart environ de leur personnel, pendant des demi-journées, à la construction de camions.
("Frankfurter Zeitung" du 10 août 1940.)

Bas salaires.... Après la mise au pas des organisations syndicales libres de Hollande, les salaires furent avilis à tel point que le Commissaire nazi dut décréter que des réductions ultérieures ne pourraient être opérées qu'avec le consentement des autorités.

En Norvège les autorités allemandes ont ordonné une réduction de 8% des salaires payés aux ouvriers des tuileries.

...et détresse. Le deuxième hiver de guerre apportera aux ouvriers et chômeurs des pays occupés une misère noire. Les représentantes des organisations syndicales d'ouvrières de Copenhague ont adressé un appel désespéré au gouvernement: "La cherté de la vie provoquée par l'occupation du pays menace l'existence d'innombrables familles ouvrières. Si les prix continuent de monter, de nombreux chômeurs ne passeront pas l'hiver." Peu de jours après le prix du pain fut triplé.

La hausse des prix continuera, car l'Allemagne tire profit de la détresse de ceux qu'elle subjugue. Des trains entiers de vivres quittent le Danemark pour l'Allemagne, mais l'Allemagne ne paye pas et ne livre pas davantage en échange les matières premières, le charbon ou le fourrage dont le pays a un si urgent besoin. Au lieu de marchandises ce pays asservi reçoit des bons du trésor avec lesquels il ne peut rien acheter. C'est là la cause de la pénurie de matières premières, de la fermeture des usines, de l'insuffisance de vivres et de la vie chère.

Le manque de charbon aggravera la misère l'hiver prochain. La Norvège importait 70% de son charbon d'Angleterre, le Danemark 80%. A présent ces pays en sont réduits à l'Allemagne. Mais l'Allemagne ne désire livrer à la Norvège que 60% du charbon importé l'année dernière et le Danemark lui aussi, ne sera qu'insuffisamment approvisionné. Nombre d'établissements devront fermer leurs portes, le chômage s'aggravera et dans leurs chambres froides les ouvriers maudiront la croix gammée qui les a plongés dans cette détresse.
(Pour les réd.: "Deutsche Zeitung für die Niederlande" du 18 juillet; Pain en Norvège: "Neue Zürcher Zeitung" du 26 juillet; autres renseignements sur l'approvisionnement: journaux de fin juillet.)

Le personnel enseignant en France est privé de ses droits. -------- (I.T.F.) Jusqu'à présent il existait en France dans les écoles élémentaires, des commissions d'instituteurs qui, en cas de déplacement ou de promotion, avaient voix au chapitre. Le gouvernement Pétain a aboli ces commissions.

Des bas de soie mais pas de manteau d'hiver..... (I.T.F.) Une nouvelle carte de vêtements a été introduite en Allemagne le 1er septembre dernier. Cette carte permet à chaque Allemand de s'acheter pour 150 points de vêtements et de linge pendant les 12 mois prochains, à condition, il va sans dire, que les stocks soient suffisants et que l'acheteur dispose de l'argent nécessaire. La vieille carte de vêtements, mise en vigueur le troisième mois de la guerre, accordait à chacun 100 points. L'augmentation du nombre de points, disent les Nazis, est due à l'approvisionnement satisfaisant de l'industrie textile en matières premières. Il est un fait que depuis le commencement de la guerre, la Russie a livré à l'Allemagne des quantités considérables de coton brut. Ces importations de Russie étaient cependant loin de remplacer celles d'outre-mer, suspendues. Il a par conséquent certes été possible d'augmenter le nombre de points, mais la valeur des points a dû être changée. Ainsi, en dépit d'une augmentation de 50% du nombre despoints, la nouvelle carte donne droit à moins d'articles de coton et de laine que l'ancienne.

Pour acquérir certains articles de soie rayonne et de cellulose il faut à présent moins de points. Seulement lorsqu'on achète surtout des objets de ces matériaux à la place d'articles de laine et de coton, on ne peut guère obtenir que 25 à 30% de plus qu'auparavant--selon les calculs de la dirigeante de la section économique du Mouvement des Femmes allemandes. Lorsque toutefois, on a besoin d'un manteau d'hiver tous les avantages disparaissent. Le système a en effet été changé; on pouvait autrefois se procurer un manteau avec un bon spécial, à part de la carte de vêtements. A présent toutefois, la carte est nécessaire aussi pour un manteau et le nombre de points requis dans ce cas est si élevé qu'il ne reste à peu près rien sur la carte. Dans des cas très spéciaux uniquement, on pourra encore obtenir des bons pour un manteau. Après toutes les forfanteries sur l'extension des possibilités de s'acheter des vêtements, ce fut là pour les Allemands une surprise désagréable. Les gens peuvent s'acheter plus de bas et de cravattes mais point de manteau!

Les cent points de l'ancienne carte de vêtements devaient pour commencer être valables pour 12 mois; lors de leur émission toutefois, en novembre 1939, des points furent retenus pour tous les articles textiles achetés sur des bons depuis septembre, de sorte qu'au fond la carte fut tacitement étendue sur 14 mois. Les quantités accordées étaient toutefois si minimes qu'on dut bien limiter la validité à 12 mois: les nouvelles cartes sont entrées en vigueur le 1er septembre. Cela a été possible parce que les rations, toutes limitées qu'elles fussent, n'avaient pas pleinement été utilisées faute de pouvoir d'achat. Les Nazis expliquent le fait comme une preuve réjouissante de la discipline du peuple allemand mais en réalité il faut y voir une preuve de la misère qui règne sous la croix gammée. Des dizaines de milliers de travailleurs allemands gagnent si peu que "souvent(!) ils ne peuvent pas s'acheter la totalité des rations accordées" (Frankfurter Zeitung).

Les gens aisés peuvent ainsi non seulement s'acheter des objets sur la nouvelle carte deux mois plus tôt qu'il n'avait été prévu; ils peuvent encore se procurer des vêtements supplémentaires en achetant des objets usagés et en les échangeant contre des points supplémentaires. Celui qui a assez d'argent pour ces trocs pourra donc cet hiver s'acheter un nouveau manteau.
(Discours d'Else Vorwercks: Radio allemande, 26 août 1940; Voir aussi "Fascisme" du 2 décembre 1939, du 17 février 1940 et du 15 juin 1940.)

Dissolution des partis politiques au Luxembourg.---------- (I.T.F.) Au Grand-Duché du Luxembourg, les Nazis ont dissous tous les partis politiques et menacé de sanctions chaque tentative de reconstituer un parti.

QUE DIT LA T.S.F.?

le 7 septembre 1940.

Nous avons écouté les émissions suivantes faites à l'intention des ouvriers des pays opprimés:
"Pourquoi la France a-t-elle été vaincue"-- B.B.C.
"Les Slovaques sont les esclaves des étrangers" --B.B.C.

Pourquoi la France a-t-elle été vaincue?---------- (I.T.F.) Ci-après un extrait d'un discours prononcé devant le microphone par Henry Hauck:

"Les Français ont été trahis. Qu'est-ce que cela veut dire? Qu'il y avait parmi les dirigeants français des traitres conscients? Bien sûr, il y en avait: avant la guerre il y avait en France un parti hitlérien dirigé par les hommes que M. Abetz subventionnait largement, un parti hitlérien qui attaquait la liberté, la démocratie, les Juifs, et qui n'avait jamais trop d'éloges pour les régimes de dictature, un parti hitlérien qui n'a jamais manquéde jouer le jeu de l'Allemagne et de l'Italie depuis 1933,dans l'affaire d'Abyssinie comme au moment de Munich, à l'égard de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie comme à l'égard de la Pologne.

Mais à côté des traitresconscients, payés, il y avait dans les classes dirigeantes un nombre considérable de traitres inconscients, d'hommes affolés par la puissance populaire et les revendications ouvrières, d'hommes prêts à tout pour conserver leurs privilèges. Soyons justes: nombre de conservateurs français n'avaient pas perdu le sens de la Patrie et savaient faire passer les considérations nationales avant les questions de coffre-fort. Tel fut le cas de M.de Kerillis et de sa courageuse petite équipe. Mais une partie des réactionnaires français préféraient au fond de leur coeur la dictature hitlérienne et la dictature mussolinienne, qui mâtaient les ouvriers, à la démocratie française où les ouvriers pouvaient librement défendre leurs droits. Il aurait été possible, pendant la retraite de Dunkerque, non seulement d'utiliser les forces militaires dont le commandement disposait pour construire des défenses solides sur la Somme, sur la Seine, ou même sur la Loire, mais encore d'appeler à coopérer à ce travail indispensable la population civile tout entière. Cette mobilisation civile, les Français l'auraient acceptée, parcequ'ils auraient senti qu'elle servait à empêcher que leur terre fût souillée par l'ennemi. Mais on s'est méfié du peuple, on ne voulait pas gagner une guerre populaire. D'autre part, les intérêts particuliers ont joué: on a dit, et cela semble vraisemblable, que les grandes compagnies d'assurances, propriétaires de milliers d'immeubles à Paris, sont intervenues auprès du gouvernement pour que Paris fût livré sans combat à l'envahisseur, afin que leurs propriétés ne fussent pas endommagées. Au lendemain de l'abandon de Paris, le plus haut des chefs militaires qui aurait dû concentrer toute sa pensée sur la victoire à conquérir, avait déjà abandonné tout espoir de victoire et ne songeait plus qu'à garder intacte une armée qui lui permît de "maintenir l'ordre", c'est-à-dire de réprimer sauvagement toute manifestation de l'indignation populaire.

Pourquoi cette trahison morale,camarades? Parce que ces bourgeois réactionnaires sentaient plus ou moins nettement que le monde est, depuis un quart de siècle, en pleine révolution sociale; parce qu'il était clair à leurs yeux que le régime capitaliste, incapable de s'adapter aux conditions nouvelles de l'économie moderne, pouvait s'écrouler un beau jour, et entraîner avec lui leurs actions, leurs dividendes, leurs jetons de présence, en un mot leur richesse et leur puissance. Ils ne songaient qu'à dresser un barrage contre la révolution socialiste qu'ils sentaient se rapprocher chaque jour. Qu'importaient pour eux le patriotisme et l'honneur national, puisque désormais la patrie ne suffisait pas à protéger leurs privilèges? Mieux valait conclure une entente avec les régimes autoritaires qui avaient écrasé en Italie et en Allemagne ce qu'ils appelaient "le bolchévisme" et qui n'était que les libertés démocratiques et ouvrières. Leur coeur était avec les Nazis, et non avec la République française. A la première occasion, ils ont poignardé dans le dos le peuple français, conclu un armistice avec leurs amis allemands et italiens, établi en France un régime autoritaire. Ils ont fait passer leurs intérêts de classe avant l'intérêt de la

France.

Aussi l'une des premières causes de l'échec français, c'est la crise même du régime capitaliste. En dépit des affirmations démagogiques des hitlériens, c'est l'Allemagne et ses complices qui représentent l'oppression capitaliste, c'est la démocratie britannique aujourd'hui, comme la démocratie française hier, qui représente la Révolution démocratique et socialiste. Aider à la défaite hitlérienne et mussolinienne, aider à la victoire antifasciste, c'est aider à la révolution européenne qui, sur les ruines du vieux monde chaotique et pourri, construira, par les travailleurs et pour les travailleurs, un régime nouveau où la justice s'épanouira dans la liberté."

Les Slovaques sont les esclaves des étrangers. (I.T.F.) Nous extrayons ce qui suit d'un discours fait à l'intention des auditeurs en Slovaquie par le Dr.Jan Kaplovic:

"La situation des travailleurs slovaques n'était jamais brillante. Peu de temps après leur libération du servage hongrois ils se trouvèrent en butte à une nouvelle oppression en leur qualité de Slovaques aussi bien que de salariés. Les dominateurs de la Slovaquie actuelle eurent même à reconnaître il n'y a pas si longtemps que la conscience nationale de la Slovaquie avait été réveillée et que les droits légitimes des travailleurs avaient obtenu satisfaction de la part du même régime qu'ils s'empressent tant de condamner à l'heure qu'il est: la République tchécoslovaque. Toutefois, ce développement vers plus de démocratie économique et de justice sociale a été mis en échec par le régime Tiso et Tuka qui contraint les travailleurs slovaques, non pas à penser à leurs propres intérêts mais à se mettre au service des intérêts du négrier allemand.

Des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs slovaques traînés en Allemagne par la force et gardés là contre leur volonté aussi longtemps qu'il plait à leurs maîtres--c'est là un des traits du vrai visage de ce régime qui a promis qu'il procurerait en Slovaquie du travail à tous les Slovaques, qu'en effet il ramènerait au pays tous les Slovaques qui avaient dans le temps dû émigrer pour trouver du travail. Les ouvriers toutefois, qui ont pu rester en Slovaquie ont presqu'autant de raisons d'être mécontents. L'attitude du gouvernement fasciste et des milieux économiques de premier plan dans la Slovaquie de nos jours a depuis longtemps démontré que la vie économique slovaque au service de l'Allemagne, n'apportera pas d'augmentation des salaires. Le Premier Ministre Tuka reprocha aux représentants de la classe ouvrière d'avoir présenté des demandes pour une augmentation des salaires et il opposa un refus net à leur revendication bien qu'ils n'eussent demandé qu'une adaptation des taux des salaires à la hausse du coût de la vie, en effet considérablement augmenté."